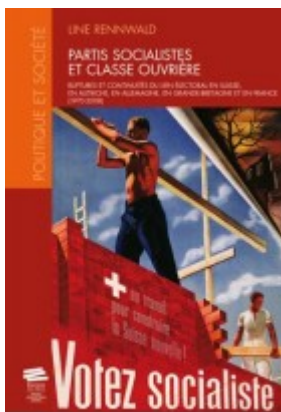


**Line Rennwald, *Partis socialistes et classe ouvrière. Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France (1970-2008)*, Neufchâtel, Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2015, 307 p.**

Marc Lazar



C'est l'une des grandes questions qui se pose à la gauche européenne et qui suscite de fortes controverses scientifiques mais aussi politiques : pourquoi les partis socialistes ont-ils perdu une grande partie de leurs assises ouvrières qui, par le passé, constituaient l'un de leurs points de force et un élément de leur identité collective ? En politiste, Line Rennwald s'est attaquée à ce sujet dans un livre directement issu d'une thèse et qui, de ce fait, en conserve nombre de ses aspects : une démonstration très pédagogique avec des introductions et des conclusions pour chaque chapitre, un argumentaire souvent répétitif, une mobilisation constante d'une vaste littérature scientifique, une écriture lourde, etc.

L'auteur a retenu la période qui court des années 1970 aux années 2000. Pour deux raisons. Au début, explique-t-elle, « les ouvriers de production » – ces salariés qui travaillent une logique de production matérielle, exerçant un travail d'exécution [...] » (p. 12) – représentaient près d'un citoyen sur trois en Europe occidentale. Trente ans plus tard, moins d'un sur cinq. Dans le même temps, « l'alignement électoral », pour reprendre l'expression de prédilection de l'auteur, entre ouvriers et partis socialistes, est bouleversé. La recherche relève donc à la fois de la sociologie électorale et de l'étude des partis politiques de cinq pays : l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne et la Suisse. L'ouvrage est construit de manière rigoureuse autour d'une problématique centrale clairement exposée et rappelée à plusieurs reprises. Selon Line Rennwald, les facteurs qui ont contribué à la distension des liens entre monde ouvrier et partis de gauche tiennent davantage aux modifications de l'offre politique des partis que des mutations qui ont affecté les ouvriers. En d'autres termes, comme elle l'écrit là encore en diverses occasions, l'approche « *top-down* » permet de mieux comprendre la transformation des rapports entre partis de gauche et classe ouvrière qu'une perspective « *bottom-up* ».

L'auteur procède en huit chapitres. Le premier consiste en un rappel assez convenu des différentes théories de la sociologie électorale à propos de la classe sociale comme déterminant du vote. Il est cependant complété par d'intéressantes observations sur les différentes façons dont la variable de classe est posée dans les études sur le vote dans chacun des pays étudié. Le deuxième chapitre dessine le cadre d'analyse et

énonce les diverses hypothèses que Line Rennwald entend tester pour rendre compte de la baisse du vote ouvrier pour les partis socialistes. Celle-ci peut être due à une évolution de l'environnement social (affaiblissement des syndicats, déclin des grandes entreprises industrielles, habitat moins urbain) ; au fait que les attitudes économiques des ouvriers deviennent plus libérales, proches de celles des classes moyennes et de la bourgeoisie ; à la convergence des positions des PS avec celles de la droite sur les enjeux économiques et sociaux ; aux positions libérales sur le plan culturel des PS ; à l'offre politique des PS qui privilégie les sujets culturels au détriment des enjeux économiques ; enfin, à une compétition politique davantage focalisée sur les aspects culturels que sur l'économie. Le chapitre 3 présente les sources de la chercheuse : les sondages post-électorales réalisés dans chaque pays et les enquêtes comparatives, à l'instar du *European social Survey*, l'enquête du politiste Hanspeter Kriesi et de son équipe sur les positions des partis à travers une étude de la presse. Elle justifie aussi le choix des pays observés, en montrant les points communs et les différences, notamment des systèmes de partis. Elle s'explique longuement, de manière convaincante, sur la délicate question de la définition de la classe ouvrière qui varie d'un pays à l'autre tout comme les nomenclatures des professions, rendant complexe le travail d'accumulation des données et de comparaison. Le chapitre 4 consiste en un aperçu synthétique, de seconde main, sur le déclin du secteur industriel et la perte de centralité de la classe ouvrière en Europe durant la période étudiée.

C'est à partir du chapitre 5 et de la page 77, qu'en quatre chapitres et près de 160 pages, sans compter les nombreuses annexes statistiques qui s'ajoutent à tous les tableaux et graphiques insérés dans le corps du texte, que Line Rennwald expose sa recherche quantitative et statistique de façon détaillée. Elle commence par reconstituer les évolutions du vote ouvrier en faveur des PS. Au début des années 1970 existait une forte corrélation entre l'appartenance de classe des ouvriers de production et le vote socialiste. Par la suite, ce lien se rompt, selon des chronologies différentes que l'auteur identifie clairement pour chaque pays. Le déclin du vote ouvrier a été le plus marqué en Suisse, réel mais plus contenu en Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne, faible en France parce que le PS n'avait guère de base ouvrière à la différence du PCF qui a vu lui aussi vaciller sa base de classe. En Suisse, en Autriche et en France, ce vote ouvrier a glissé en direction des formations de la droite radicale. Dans tous les pays, les ouvriers se sont réfugiés dans l'abstention, avec là encore des variations notables. Les chapitres 6, 7 et 8 sont consacrés à l'intelligence de ces transformations. Et là réside le point essentiel de la recherche que nous avons mentionné au début de ce compte rendu. Au terme de son enquête statistique très fouillée et rapportée continûment à ses hypothèses de travail, Line Rennwald conclut que le déclin du vote ouvrier pour les PS ne peut pas s'expliquer par les mutations de l'environnement social et du changement des attitudes économiques et culturelles des ouvriers de production. Cela étant, concède-t-elle, ces facteurs pèsent, y compris parce que l'affaiblissement numérique de la classe ouvrière traditionnelle oblige les partis socialistes à s'adresser à d'autres composantes de l'électorat. Mais, selon elle, c'est l'offre politique des partis socialistes qui s'avère déterminante. Celle-ci présente des points communs mais elle n'est pas identique d'un parti à l'autre. Line Rennwald montre au final que plusieurs facteurs interviennent pour rendre compte du déclin du décrochage électoral des ouvriers par rapport aux PS. En Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne, le SPÖ, le SPD et le Labour ont modéré leurs positions économiques et accordé moins de place aux

thématiques économiques dans leurs programmes cependant que les enjeux culturels dominent la compétition électorale. En Suisse, il n'y pas eu de rapprochement économique avec la droite, mais le Parti socialiste a mis en avant des thèmes post-industriels (écologie et genre par exemple), au moment où les enjeux culturels, notamment sur l'immigration, dominaient les élections. La France se rapprocherait, selon elle, du cas suisse.

Ce travail de science politique intéresse les historiens. Pour les données statistiques construites par l'auteur, pour la rigueur de son analyse et pour sa conclusion centrale qui souligne donc que l'élément décisif du déclin du vote ouvrier pour les PS est dû à l'attitude de ces derniers. Mais cela n'est pas à prendre à la lettre. Nombre d'autres chantiers et pistes de recherches restent à explorer, à propos par exemple de l'évolution de la sociologie et des structures des partis socialistes mais aussi de ceux de la droite radicale (que l'on pourrait également désigner sous l'appellation « formations populistes »). Surtout, une autre méthode, différente mais complémentaire, qui a d'ailleurs déjà été empruntée, par exemple dans le cas du PCF, pourrait s'avérer fort utile<sup>1</sup>. Des études plus micro-historiques, ancrées dans des territoires, nourries d'anthropologie culturelle, fondées sur des archives et des entretiens, permettraient sans doute de reconstituer au plus près ce détricotage des écosystèmes qui s'étaient constitués entre des communautés ouvrières et certains partis de gauche liés à des organisations de masse, en particulier le syndicat. Line Rennwald signale à plusieurs reprises son importance : lorsque celui-ci reste solide, le vote ouvrier continue d'aller vers les partis socialistes, alors que son recul s'accompagne généralement d'un affaiblissement du vote socialiste.

---

<sup>1</sup> Julian Misch, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, et du même Julian Misch, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 70*, Marseille, Agone, 2014.